

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2021

Distributeurs efficaces – PA6	
Version du document	1.1
Date	11.10.2023

Le Plan d'Action du projet Distributeur efficaces a été mis à jour dans le cadre de l'intégration de la thématique de « Déchets ». En particulier, des nouvelles méthodologies ont été élaborées en 2022 pour calculer les économies de mâchefers ou d'économie de déchets (plus de détails ci-dessous). C'est pour cette raison que SIG a demandé à EBP d'effectuer une validation du PA actualisé.

La validation a été réalisée dans la période du 12 janvier 2023 au 11 octobre 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (PA, version 3.2, juillet 2023). En plus, les nouvelles méthodologies MD19, MD20 et MD25 ont été utilisés pour vérifier si la méthode de calcul indiquée dans le PA est correcte et approprié. Les méthodologies mentionnées ci-dessus ont été validé par EBP Schweiz AG en 2022 et 2023. L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées à la responsable de projet par écrit. Les réponses écrites a permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **Distributeurs efficaces** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation.

Remarque : Au cours de la validation de la thématique « Déchets », deux aspects essentiels ont été examinés en détail.

- D'une part, les émissions de CO₂ de la part « Déchets » sont principalement générées hors du territoire du canton de Genève. C'est pourquoi SIG a décidé que toutes les émissions de CO₂ de la part "Déchets" seraient classifiées comme émissions indirectes et les réductions seront uniquement comptabilisées mais pas valorisées sous forme de certificats négociables. Ces économies d'émissions indirectes sont présentées séparément dans le RCE.

- D'autre part, la loi cantonale sur la gestion des déchets a été adaptée en 2022 et une obligation de tri et de réduction des déchets a été introduite. Pour s'assurer que le test de l'additionnalité soit toujours respecté sous la nouvelle loi, le PA doit présenter l'effet accélérateur de leur projet pour le déploiement de ces obligations réglementaires (voir Partie 1, point 4.1.2).

Le validateur confirme que ces deux aspects ont été correctement mis en œuvre et le PA a été adapté en conséquence.

EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 11 octobre 2023



Denise Fussen



Rebecka Hischier

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	X	DCO 1
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	X	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	X	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	X	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	X	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	X	
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	X	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de crédit	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de crédit correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	X	DCL 2

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	X	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	X	
3.1.3	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	X	
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact

3. Détermination des effets			
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	X	DCL 2
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	X	
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	n.a	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	X	DCL 3
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	X	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	X	
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	X	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	X	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	X	DCO 3
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	X	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	X	DCL 3
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	n.a	

Partie 2 : Liste des questions

DCO 1		Liquidé	X
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
<p>Question</p> <p>PA, chapitre C3. « Méthodologies appliquées »</p> <ul style="list-style-type: none">- Veuillez ajouter la méthodologie MD19 dans la liste. <p>PA, chapitre D2. a. « Barrières financières »</p> <ul style="list-style-type: none">- Les paragraphes 4 et 5 sont doublement listés. Veuillez harmoniser cela, svp.			
<p>Réponse du requérant</p> <p><i>La méthodologie MD19 a été ajoutée comme demandé.</i></p> <p><i>Les paragraphes en doublon ont été supprimés.</i></p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Les modifications ont été mises en œuvre comme souhaité.</p> <p>Le DCO 1 peut donc être clos.</p>			

DCL 2		Liquidé	X
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditacion correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.		
Question PA, chapitre F. « Echancier »			
<ul style="list-style-type: none">- Pour la partie litière végétale, un pilote a été mené en 2020- 2021. Elle est reconduite pour les années à venir. Est-ce que cela veut dire, que la mode de cette partie reste comme pilote et les effets obtenus ne seront pas comptabilisés (analogue les années 2020- 2021) ? Veuillez préciser svp.- Durée de créditacion des actions : Pourquoi est-ce que vous ne donnez pas une indication concernant la durée de créditacion pour les actions d'économie d'électricité et de déchets ? (Il y en n'a que la durée pour les actions d'économie de CO₂).			

Réponse du requérant

L'action Litière végétale est reconduite pour les années à venir mais sort du mode Pilote puisqu'une méthodologie est maintenant existante. Les économies sont donc comptabilisées dès 2022. La durée de crédit pour les actions d'économie d'électricité et de déchets a été spécifiée. Elle se monte à un an.

Conclusion du validateur

- Le requérant a précisé les informations concernant l'action litière végétale et a inclus un paragraphe explicatif dans le RCE 2023 du PA6 : « Les actions concernant les litières végétales réalisées en 2022 ne seront pas déclarées dans ce rapport mais dans le rapport 2023, de part un délai pour recueillir et traiter les données trop importantes pour rendre ce RCE à temps. » Le validateur est d'accord avec cela.
- Les informations sont ajoutées dans la proposition de PA6 comme souhaitée.

Le DCL 2 peut donc être clos.

DCL 3		Liquidé	X
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.		
<p>Question</p> <p>PA, chapitre H. « Aspect financier du Plan d'Actions »</p> <ul style="list-style-type: none">- SIG éco21 a pris en charge 75% du rabais pour les sacs de litière végétale. Qui a pris en charge le reste de cela (les 25% restants) ?			
<p>Réponse du requérant</p> <p><i>Les 25% restants ont été pris en charge par le revendeur partenaire, à savoir la Migros pour les actions menée jusqu'à présent. Cela a été spécifié dans le PA.</i></p>			
<p>Conclusion du validateur</p> <p>Le chapitre H. Aspect financier du Plan d'Actions a été complété par l'information.</p> <p>Le DCL 3 peut donc être clos.</p>			